



# SAHARA INFO

Bulletin de l'Association des Amis de la  
République Arabe Sahraouie Démocratique

N° 40

DÉCEMBRE 1979

PRIX : 3 F

Commission paritaire n° 58229

## MENSUEL D'INFORMATION SUR LE SAHARA OCCIDENTAL VICTOIRE DU PEUPLE SAHRAOUI A L'O.N.U. !

Dans ce numéro :  
**INTERVIEW DU FRONT POLISARIO :**  
*« La politique du gouvernement français est préoccupante »*



*Une unité militaire sahraouie à l'entraînement pour libérer la totalité de la R.A.S.D., garantie d'une paix juste et durable dans la région*

# Qui est derrière Sahara Info ?

Des amis du peuple sahraoui appartenant à toutes les sensibilités politiques, syndicales et philosophiques.

**Présidence de l'Association :** Roger Brisch, Jacques Chatagner, Denise Duboscq, Maxime Kalinsky, Victor Leduc, Marcel Omet, Bernard Parmantier, Chantal Perez.

**Secrétaire général :** Thomas Jallaud.

**Comité de rédaction :** Grégoire Carrat, Denise Duboscq, Jean-Paul Meyer, Edouard Roland et Lise Vianey.

**Collaborateurs :** Maurice Barbier, François Beslay, Jean Copans, Serge Demailly, Constant Hamès, Raymond Josse, Edmond Jouve, Georges Labica, Guy Toureaux, Raoul Weexsten (liste non close).

## Sommaire

Editorial .....	2
Interview du Front Polisario .....	3-4
Mirages abattus par le F. Polisario .....	5
Une unité militaire française à Nouadhibou : le gouvernement français prendra-t-il la responsabilité d'une recrudescence du conflit ? .....	6-7
Nouvelles de l'Association, Rencontre Nationale .....	8
Solidarité .....	9
Victoire du Front Polisario à l'O.N.U. ....	10-11
Le mois au Sahara, adhésion .....	12

Le n° 38-39 a été diffusé à 4 150 exemplaires. Ce numéro a été tiré à 3 500 exemplaires.

## EDITORIAL

L'Assemblée Générale de l'O.N.U. s'est prononcée pour la paix au Sahara occidental. Le droit du peuple sahraoui à l'indépendance a été une nouvelle fois reconnu, et son représentant légitime, le Front Polisario, consacré. L'O.N.U. a clairement désigné le principal obstacle au rétablissement de la paix dans cette région : la politique expansionniste marocaine. L'O.U.A. vient d'en faire de même à Monrovia.

Mais Rabat continue à se moquer ouvertement des résolutions adoptées par la communauté internationale. Avec le concours des gouvernements français et américain le roi Hassan II donne dans la surenchère. Il réclame et obtient de Carter et Giscard des armes sophistiquées et des conseillers militaires pour tenter de poursuivre l'occupation de la R.A.S.D.

Il continue également ses pressions sur Nouakchott en refusant de retirer les 1 500 soldats marocains qui stationnent encore à Bir Moghreïn. Il espère ainsi compromettre l'application de l'accord de paix mauritano-sahraoui par lequel les droits légitimes du peuple sahraoui sont aujourd'hui reconnus par la Mauritanie.

Mais la justesse de la cause du peuple sahraoui est soutenue par la majorité des nations. Le Front Polisario va de succès en succès. Aux yeux de l'ensemble des forces de justice et de paix sa lutte est exemplaire car il défend le principe même du droit des peuples à disposer d'eux mêmes. Pour universel qu'il soit, ce principe n'est jamais acquis car il va à l'encontre des intérêts de ceux qui exploitent les peuples.

Aujourd'hui, la politique du gouvernement français bafoue ouvertement ce droit, de la même façon qu'il fait subir la crise économique aux travailleurs français. Ce sont les mêmes intérêts qui arment le Maroc au nom d'une politique africaine à leur service.

Notre solidarité avec le peuple sahraoui en lutte est d'autant plus importante que c'est le gouvernement français qui a directement contribué à créer la grave situation existant aujourd'hui dans le nord-ouest africain. C'est pourquoi notre Association s'assigne comme principal objectif, pour les mois à venir, de développer le travail d'information auprès de l'opinion publique française afin que se renforce le large courant de solidarité avec le Front Polisario. Ceci dans le large cadre unitaire que s'est fixé notre Association, afin d'obtenir du gouvernement français qu'il cesse son intervention politique et militaire aux côtés de l'expansionnisme marocain contre le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.

*Thomas JALLAUD*  
*Secrétaire général*

## 34 PAYS RECONNAISSENT AUJOURD'HUI LA R.A.S.D.

Madagascar, le Burundi, l'Algérie, le Bénin, l'Angola, le Togo, le Mozambique, la République démocratique de Corée, la Guinée-Bissau, le Rwanda, les Iles Seychelles, la République démocratique populaire du Yémen, la République populaire du Congo, Sao Tomé et Príncipe, Panama, la Guinée équatoriale, la Tanzanie, l'Éthiopie, la République socialiste du Viêt-nam, le Laos, la République du Cap Vert, le Ghana, la Jamaïque, le Mexique, la Zambie, le Cambodge, l'Afghanistan, Grenade, la Dominique, Sainte-Lucie, la Guyana, l'Ouganda, Lesotho et le Nicaragua.



# INTERVIEW DU FRONT POLISARIO

« La responsabilité du gouvernement français est engagée »

Le mois de novembre a vu une intense activité des responsables du Front Polisario en France. Début novembre, une délégation conduite par M. Ould Saleck, membre du bureau politique et ministre de l'Information, a rencontré les partis socialiste, communiste, la Fédération des républicains de progrès, la C.G.T., la C.F.D.T., la F.E.N., et les sénateurs et députés communistes et socialistes. Tous ces entretiens se sont conclus par des communiqués communs entre le Front Polisario et les forces politiques françaises rencontrées.

Par ailleurs, une 2<sup>e</sup> délégation du Front Polisario, conduite par M. Malainine Ould Saddek, membre du Bureau politique et responsable adjoint au Comité des Relations Extérieures, est venue à Paris représenter le Front Polisario au meeting organisé à Paris, le 15 novembre, par le Parti communiste. A cette occasion, la délégation a rencontré le P.S.U. (voir communiqué plus loin).

L'Association des Amis de la R.A.S.D. a longuement rencontré Malainine Oul Saddek qui nous accordé l'interview qui suit.

**Sahara Info** — Depuis la signature de l'accord de paix mauritano sahraoui, d'importants événements ont eu lieu dans la région. En particulier, le Maroc a occupé la province sud de la R.A.S.D. et le Président Carter a décidé de renforcer les livraisons d'armes américaines à Hassan. Quelles appréciations le Front Polisario porte-t-il sur les dernières évolutions du conflit du Sahara occidental ?

**Front Polisario** — Dans le cadre de la décision de l'O.U.A., en juillet dernier, d'adopter le rapport du Comité des Sages, le Front Polisario et la Mauritanie ont signé, le 5 août de cette année, un accord de paix qui a ouvert des perspectives très importantes pour le rétablissement de la paix dans la région. Mais le régime marocain a répondu par l'intransigeance et a décidé d'occuper le Tiris El Gharbia afin d'empêcher l'installation d'une administration provisoire sahraouie dans cette partie du Sahara occidental. Pour pouvoir poursuivre son aventure militaire, le régime marocain a mis l'opinion maghrébine et internationale, ainsi que la Mauritanie, devant le fait accompli.

Notre réponse à ce coup de force marocain a été d'intensifier nos opérations militaires, non seulement dans les zones de la R.A.S.D. qui continuent à être occupées par l'armée marocaine, mais également au sud de l'oued Draa

où sont situées les bases d'agression et d'approvisionnement des troupes marocaines qui se trouvent dans notre pays. Les récentes opérations militaires de Bir Enzaran, de Lebourate, Zaag, Mahbès, etc., rentrent donc dans le cadre logique d'une nouvelle étape de notre guerre de libération nationale.

Cette surenchère marocaine a été condamnée par l'ensemble de la communauté internationale. Le mouvement des non-alignés, réuni fin août, a condamné le Maroc et affirmé le droit à l'indépendance du peuple sahraoui et la représentativité du Front Polisario. De son côté, l'Assemblée Générale des Nations Unies a entériné la résolution déjà adoptée le 2 novembre par sa commission de décolonisation enjoignant au Maroc de se retirer du territoire sahraoui qu'il occupe.

## Un défi à l'O.N.U.

Devant l'isolement du roi du Maroc au niveau international, ses échecs militaires sur le terrain, le président Carter a décidé de renforcer le potentiel militaire du régime Hassan II. Pour le Front Polisario il s'agit d'une décision très grave et dangereuse car elle ne peut qu'encourager l'intransigeance du roi du Maroc ainsi que l'ont démontré les tout derniers événements. En aucun cas, contrairement à ce que prétend le président américain, cette décision ne peut favoriser une

négociation entre le Maroc et le Front Polisario. Au contraire, elle ne peut que renforcer la politique d'agression contre notre pays, et aussi contre la Mauritanie, l'Algérie et les autres peuples de la région.

Mais cette décision américaine représente aussi un défi, car elle internationalise un problème reconnu par les instances internationales comme étant uniquement de décolonisation. Il s'agit d'une violation des résolutions et décisions adoptées par ces organisations et qui va avoir d'importantes répercussions sur la guerre du Sahara occidental. Il est probable que cela va toucher l'ensemble de la région, c'est-à-dire le sud de la Méditerranée, le flanc ouest de l'Atlantique et toute l'Afrique du Nord-Ouest.

**Sahara Info** — Au moment où le président Carter décidait de renforcer ses livraisons d'armes au Maroc, le gouvernement français, à la demande du gouvernement mauritanien, a annoncé l'envoi prochain d'une unité militaire française de 150 hommes à Nouadhibou. Le Front Polisario estime-t-il que l'envoi de cette unité militaire française peut représenter une menace pour le peuple sahraoui ?

**Front Polisario** — Avant de répondre directement à votre question, je voudrais rappeler brièvement quelques faits. Je ne vais pas faire ici l'historique du rôle joué par le gouverne-



MALAININE OULD SADDEK, Responsable adjoint au Comité des Relations Extérieures du Front Polisario, répond à nos questions



ment français dans le conflit qui nous oppose aujourd'hui au Maroc. Je rappellerai simplement que nous estimons que le gouvernement français a une grave responsabilité, directe, dans le conflit du Sahara occidental, car il a poussé, en coordination avec le Secrétaire d'État Henri Kissinger, à la signature de l'accord de Madrid. Cette politique s'est concrétisée par un soutien financier, militaire et diplomatique aux agresseurs marocain et mauritanien. Ce rôle joué par le gouvernement français est apparu encore plus clairement avec l'intervention militaire directe contre le peuple sahraoui, fin 1977 et début 1978. Il y a donc une responsabilité politique et morale du gouvernement français dans ce conflit.

Depuis le coup d'État mauritanien du 10 juillet 1978 et les négociations qui ont commencé à s'engager alors entre la R.A.S.D. et la Mauritanie, nous avons apprécié à sa juste valeur, à défaut d'un changement de politique, la prudence manifestée par le gouvernement français à partir de ce moment-là.

## La froideur de l'Elysée

Reste que nous sommes très étonnés, et continuons à l'être, par la froideur avec laquelle le gouvernement français a accueilli l'accord de paix du 5 août. Non seulement il n'a pas salué cet important événement destiné à favoriser le rétablissement de la paix dans la région, mais il a organisé des pressions sur le gouvernement mauritanien pour tenter de l'empêcher d'appliquer les engagements qu'il a pris dans l'accord de paix du 5 août 1979, dont certaines dispositions restent secrètes. Ces pressions sont également destinées à empêcher la Mauritanie de jouer dans la région un rôle qui soit à la mesure des graves responsabilités qu'elle a prises en signant l'accord de Madrid. En effet, le gouvernement mauritanien doit, par des actes concrets, montrer son attachement à notre intégrité territoriale et à l'existence du peuple sahraoui qu'il a reconnu par l'accord d'Alger. Et vraiment, il y a beaucoup de pressions organisées par le gouvernement français pour empêcher la Mauritanie d'appliquer concrètement l'accord de paix mauritano-sahraoui.

En ce qui concerne l'envoi d'une unité militaire française à Nouadhibou, nous ne pensons pas qu'elle ait été envoyée en Mauritanie pour y faire du tourisme. On invoque le fait qu'elle va être chargée de contrecarrer l'expansionnisme marocain. Mais le Front Polisario ne peut que se demander quels sont les véritables objectifs poursuivis par l'envoi de cette unité militaire, à seulement 4 km de notre frontière sahraouie. Malgré le fait que cette décision relève de la souveraineté de la

Mauritanie en tant qu'État indépendant, cela suscite notre préoccupation.

D'une façon plus générale, le point de vue de la France continue toujours à nous préoccuper, car il s'agit d'une puissance riveraine de la Méditerranée qui est et reste concernée par le problème de décolonisation du Sahara occidental. Le gouvernement français a causé à notre peuple beaucoup de dommages.

**Sahara Info** — La France entretient avec le Maroc une importante coopération militaire qui est essentiellement utilisée contre le peuple sahraoui ? Pouvez-vous nous indiquer quelques exemples de cette aide militaire française que les combattants sahraouis rencontrent régulièrement au Sahara occidental ?

**Front Polisario** — Depuis le 31 octobre 1975, date de l'invasion militaire de notre pays, nous avons toujours fait face, derrière le soldat marocain et mauritanien, à une stratégie militaire conçue par des conseillers français. Cette participation française est devenue plus claire en 1977-1978 avec les bombardements effectués par les Jaguars français.

Puis, début 1978, l'assistance militaire française avec le Maroc s'est renforcée. Le gouvernement français a envoyé auprès de l'état-major marocain des officiers français de haut rang pour initier l'armée marocaine à la lutte antiguérilla. Mais cette stratégie mise sur pied par la France a été complètement brisée par notre offensive Houari Boumediene qui a été déclenchée en janvier 1979. Les conseillers français ont alors dû mettre sur pied une nouvelle stratégie militaire. Aujourd'hui, ces officiers français supervisent en permanence le matériel militaire de l'armée marocaine, visitent les garnisons et villes du Sahara occidental, forment les pilotes marocains des Mirages qui interviennent contre le peuple sahraoui, enfin, les livraisons militaires françaises sont plus importantes que jamais.

## Ohoud : un paravent

**Sahara Info** — Quelle est la situation sur le terrain, et qu'en est-il exactement de l'offensive Ohoud déclenchée par le Maroc ?

**Front Polisario** — Je vais faire un bref rappel des différentes étapes par lesquelles notre lutte est passée. Nous sommes passés d'une étape défensive, en 1975-1976, à une étape offensive qui ne cesse aujourd'hui de se développer. Sur le front sud, cela s'est concrétisé par la sortie de la Mauritanie de la guerre, tandis que sur le front nord les forces marocaines sont maintenant obligées de se retrancher dans les garnisons. Le Maroc a été obligé de renforcer le triangle utile El

Ayoun, Smara, Bou Craa, pour continuer à garder cette région.

L'opération marocaine Ohoud a été organisée pour tenter de remonter le moral des troupes qui se trouvent dans une situation très difficile. Cela permet, par un grand déploiement militaire de chars, hommes, etc., de montrer à l'opinion marocaine que l'armée marocaine existe toujours. Mais il est un processus contre lequel le roi ne peut rien : c'est le fait que de plus en plus nombreux sont les soldats marocains à être opposés à cette guerre injuste qu'on leur fait mener contre le peuple sahraoui.

Un autre objectif poursuivi par l'opération Ohoud a été de pouvoir ravitailler les garnisons éloignées du triangle utile et qui sont complètement isolées depuis plusieurs semaines.

Pour nous, cette opération illustre les très grandes difficultés de Hassan II à pouvoir continuer de justifier cette guerre auprès de l'opinion publique en général...

**Sahara Info** — Le Front Polisario mène régulièrement des opérations dans le sud Maroc, en particulier dans la province de Tarfaya traditionnellement habitée par une population sahraouie. Or cette province a été cédée au Maroc par l'Espagne en 1958. Considérez-vous que cette province fasse partie de la R.A.S.D. ?

**Front Polisario** — Le gouvernement de la R.A.S.D. et le Front Polisario, qui est un mouvement de libération national africain, respectent le principe de l'O.U.A. qu'est celui des frontières héritées des colonisations. Car c'est le colonialisme, et non les peuples, qui ont partagé l'Afrique.

Ceci dit, il y a des vérités historiques. Suite à l'opération franco-espagnole Ecouvillon et la trahison du régime de Rabat vis-à-vis de notre peuple qui avait libéré la plus grande partie du pays sahraoui, il y a eu la remise de cette partie de la Saguiet El Hamra par l'Espagne au Maroc. Or, les populations qui vivent dans cette province sont sahraouies et elles subissent aujourd'hui une très vive répression de la part du régime marocain.

Il y a donc les principes, que nous respectons. Mais il y a aussi le futur, auquel sont attachés tous les peuples africains. Pour notre part, ce futur nous le laissons au Maghreb des peuples.

**Sahara Info** — Comment le Front Polisario conçoit-il les relations de demain entre la R.A.S.D. et la France ?

**Front Polisario** — Le peuple sahraoui a un respect tout particulier pour les forces démocratiques françaises qui ont pris conscience de son droit à l'autodétermination et à l'indépen-



dance. Concernant le gouvernement français et les relations qui peuvent s'instaurer entre la R.A.S.D. souveraine et indépendante et la France, il y a des éléments qui doivent être pris en considération.

Tout d'abord il ne faut pas oublier que bien des efforts sont déployés par le gouvernement français sur le plan militaire et politique contre le peuple sahraoui.

## Une révélation

Ceci dit, je vais vous faire une révélation qui fait partie de ces quelques vérités historiques qu'il sera toujours bon de rappeler. Dans le cadre de ses premiers contacts au niveau international — mis à part les forces politiques marocaines, le gouvernement mauritanien et les forces progressistes mauritaniennes, le F.L.N. algérien et les forces démocratiques espagnoles alors clandestines — le premier gouvernement d'Europe occidentale à avoir

reçu une demande officielle du Front Polisario pour l'ouverture d'un Bureau, fut le gouvernement français. Nous avons adressé notre demande au ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Michel Poniatowski. *C'était en décembre 1974.*

Si je vous raconte cela c'est que nous espérons toujours de la part du gouverneur français l'adoption d'une politique plus réaliste par laquelle il reconnaisse le Front Polisario comme représentant du peuple sahraoui. Egalement qu'il comprenne qu'il doit respecter notre intégrité territoriale et notre souveraineté nationale pour pouvoir établir avec nous des liens de coopération fructueux.

**Sahara Info** — Dans la période actuelle, qu'attendez-vous des associations de soutien existant au niveau international, et plus particulièrement de l'Association française des Amis de la R.A.S.D.

**Front Polisario** — Tout d'abord, je voudrais au nom du peuple sahraoui adresser mes remerciements pour toutes les activités de solidarité politique et matérielle qui ont été réalisées tous ces derniers mois et qui ont beaucoup touché l'opinion publique. En France, plus que jamais, nous comptons sur le travail de l'Association. En particulier pour obtenir du gouvernement français une reconnaissance du Front Polisario. Une telle décision correspondrait à une application des décisions de l'O.N.U. Il serait alors possible d'envisager une reconnaissance de la R.A.S.D. par le gouvernement français, afin de permettre le rétablissement des liens d'amitié entre la France et la R.A.S.D. et ainsi renforcer les liens d'amitié entre les peuples français et sahraoui.

Paris, novembre 1979

# DEUX AVIONS « MIRAGE » ABATTUS PAR LE FRONT POLISARIO

Deux avions Mirage F1 ont été abattus, le 19 novembre, par le Front Polisario, dans le sud marocain. Parmi les débris des avions, les Sahraouis ont découvert un important lot de documents. Parmi ceux-ci, des plans de vol des aérodromes civils et militaires et marocains. Ces plans ont été réalisés et tirés par les services des pays occidentaux, et notamment la France et les États-Unis.

Cette victoire des Sahraouis survient alors que l'aide militaire française et américaine ne cesse de croître. Giscard a vendu les Mirages abattus, en janvier 1979. Les militaires français participant aux côtés de l'armée marocaine à l'agression contre le peuple sahraoui sont aujourd'hui nombreux. Mais le gouvernement persiste à nier la coopération militaire qu'il entretient avec Hassan. On pourra lire, ci-contre, comment Giscard essaye de cacher derrière des mots sa politique d'intervention militaire contre le peuple sahraoui.



*Un de ces « Mirages » F1 fabriqué par la France, et vendu par Giscard à Hassan*

## LA PRÉSENTATION OFFICIELLE DE LA POSITION FRANÇAISE

Le 1<sup>er</sup> septembre le ministre des Affaires étrangères répondait à une question de J.-P. Chevènement, député socialiste et membre du Conseil d'Administration de notre association, lui demandant de se prononcer sur l'accord de paix mauritano-sahraoui, sur l'éventualité du retrait du dispositif militaire français du Maroc, sur la reconnaissance du fait national sahraoui et du Front Polisario. Voici la *totalité* de la réponse du gouvernement. On l'appréciera à sa juste valeur.

*Par le communiqué du conseil des ministres du 29 août, le Gouvernement a rappelé l'amitié et la solidarité qui unissent la France à La Mauritanie, ainsi que son souci de voir reconnues et respectées l'indépendance et la souveraineté de ce pays, à la suite des déclarations des dirigeants mauritaniens faisant connaître leur décision de se retirer du Tiris El Gharbia et affirmant leur neutralité par rapport au différend portant sur le Sahara occidental. Comme cela a déjà été indiqué à plusieurs reprises, la France n'entretient au Maroc aucun « dispositif militaire » d'aucune sorte. Sa présence se limite au service de coopération militaire technique, dépendant de notre ambassade à Rabat, qui apporte une assistance limitée à la formation de l'armée marocaine, à l'exclusion de toute autre tâche. Cette mission s'exerce dans le cadre d'accords de coopération conclus avec le Maroc, comme d'ailleurs avec tous ses voisins. Sur un plan général, comme le ministre des affaires étrangères l'a indiqué à de nombreuses reprises, la France n'est pas partie au différend sur le Sahara occidental, qui ne la laisse pas pour autant indifférente dans la mesure où elle entretient de bonnes relations avec tous les pays concernés. Elle observe, dans cette affaire, une attitude de neutralité, et souhaite que les parties trouvent entre elles une solution politique conformément aux principes et aux résolutions des Nations-Unies. En ce qui concerne le Front Polisario, elle ne voit pas de raisons de modifier son attitude vis-à-vis d'un mouvement qui n'est reconnu par aucune organisation internationale.*

extrait du J.O. du 6.10.1979

**« Sahara-Info »  
améliore  
sa présentation  
Aidez-le  
dans son effort  
de diffusion**

# UNE UNITÉ FRANÇAISE A NOUADIBHOU :

## *le gouvernement français prendra-t-il la responsabilité d'une recrudescence du conflit ?*

Avec une célérité remarquable, le gouvernement français a répondu à une demande que le Premier ministre mauritanien, M. Haidalla, a formulée lors de son récent voyage à Paris. En vertu des accords de coopération, le gouvernement annonçait, le 22 octobre, qu'une unité tournante serait installée à Nouadhibou, afin, répète-t-on dans les milieux officiels, de garantir la souveraineté et l'intégrité de la Mauritanie dans ses frontières de 1960. Le 30 octobre, une section d'engagés comprenant 40 hommes de la compagnie d'éclairage et d'appui du 2<sup>e</sup> R.I.M.A. quittait Auvours, dans la Sarthe, pour Nouadhibou afin d'y préparer avec le 34<sup>e</sup> régiment de génie d'Épernay le camp qui sera installé dans un ancien fort établi lors de la colonisation. Au début du mois de décembre les travaux devraient s'achever et le départ de la 1<sup>re</sup> compagnie du 2<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Marine est déjà prévu pour le 15 décembre. Elle comprendra 150 hommes, dont une section d'encadrement, qui resteront de deux à six mois avant d'être relevés. La paie du soldat de 1<sup>re</sup> classe est relevée de 1 200 à 3 000 francs.

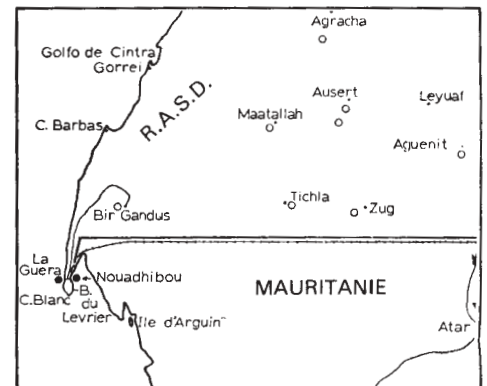
### Maroc-Mauritanie : une menace

Il faut croire que la menace qui pèse contre la Mauritanie est bien pressante aux yeux de l'Élysée pour qu'il soit fait ainsi diligence. Chacun d'ailleurs peut la désigner. Le roi du Maroc n'a-t-il pas menacé le gouvernement mauritanien, le 2 août, à la veille de la signature de l'accord de paix mauritano-sahraoui, en affirmant que : « *Le droit international dispose dans ce domaine que les accords bilatéraux et multilatéraux à caractère international imposent aux signataires des obligations qui priment sur le droit interne.* »

Autrement dit que le Maroc pourrait, pour le moins, demander des comptes au gouvernement mauritanien, pour avoir signé l'accord de paix avec le Front POLISARIO. Le roi du Maroc n'a-t-il pas cherché à maintenir ses troupes en Mauritanie en dépit des décisions du gouvernement mauritanien

qui avait demandé qu'elles aient quitté le territoire en mars 79. En dépit de l'engagement pris le 10 août, une unité importante continue à se maintenir à Bir Moghrein. Le 14 août, le roi, qui ne cache pas son hostilité envers la politique mauritanienne, a annexé le Oued Dahab (ex Rio de Oro). Il portait ainsi ses frontières à proximité immédiate des zones vitales de l'économie mauritanienne.

Surtout, le Maroc revendique La Guera, ville sahraouie située juste en face de Nouadhibou, le grand port minéralier, et qui en contrôle les accès. Comme moyen de pression, Rabat maintient 1 000 soldats à Bir Moghrein, en Mauritanie, et demande à Nouakchott de lui remettre La Guera où continue à stationner l'armée mauritanienne. Situation inquiétante pour la Mauritanie, mais aussi situation dont le gouvernement français ne voudrait pas



*A la frontière mauritano-sahraouie, La Guera en RASD, Nouadhibou en Mauritanie, 4 km entre les 2 villes*

qu'elle aboutisse à une pression militaire telle que l'exportation du minerai de fer en serait compromise.

### Quelques questions sur l'unité française à Nouadhibou

Bien qu'on laisse entendre dans les milieux officiels et dans la presse autorisée que tel est bien l'objet de la décision de l'Élysée, plusieurs éléments sont troubles.

1) Quelle est la durée de la mission des troupes envoyées à Nouadhibou ? Aucune indication officielle n'a été fournie, par contre on se plaît à évoquer la situation de l'unité stationnée au Gabon. Or celle-ci est permanente ! Si tel devait être le statut de l'unité de Nouadhibou, il ne s'agirait plus de garantir la Mauritanie contre un danger réel et momentané, mais plutôt de l'installation en Mauritanie d'une unité

française pour y soutenir la politique française.

2) Quelle est la nature de la mission des troupes envoyées à Nouadhibou ? Les éléments à notre disposition sont plus qu'inquiétants.

a) Les hommes ont été avisés qu'ils devraient éventuellement participer à des opérations de maintien de l'ordre. Il leur a été remis du matériel anti-guérilla : canons de 20 mm, F.M., fusils d'assaut...

b) Le moins étrange n'est pas l'ignorance complète dans laquelle la troupe est laissée à propos de l'évolution de la situation dans la région et notamment sur l'accord de paix

mauritano-sahraoui. Le scénario présenté est que la compagnie devra garder des points stratégiques et, en cas d'attaque du POLISARIO, elle serait fondée à faire appel à d'autres compagnies stationnées en France prêtes à intervenir à leur tour.

c) L'installation de l'unité se fait en étroite harmonisation avec l'unité basée à Dakar où les jaguars venus en 1976 sont toujours en place. Les hommes du 2<sup>e</sup> R.I.M.A. ont été avisés que ceux-ci interviendraient en cas d'ennuis. D'autre part des officiers du 2<sup>e</sup> R.I.M.A. se sont rendus à Dakar d'où seront acheminés vivres et approvisionnement vers Nouadhibou.



## La politique française est-elle paroles de paix-actes de guerre ?

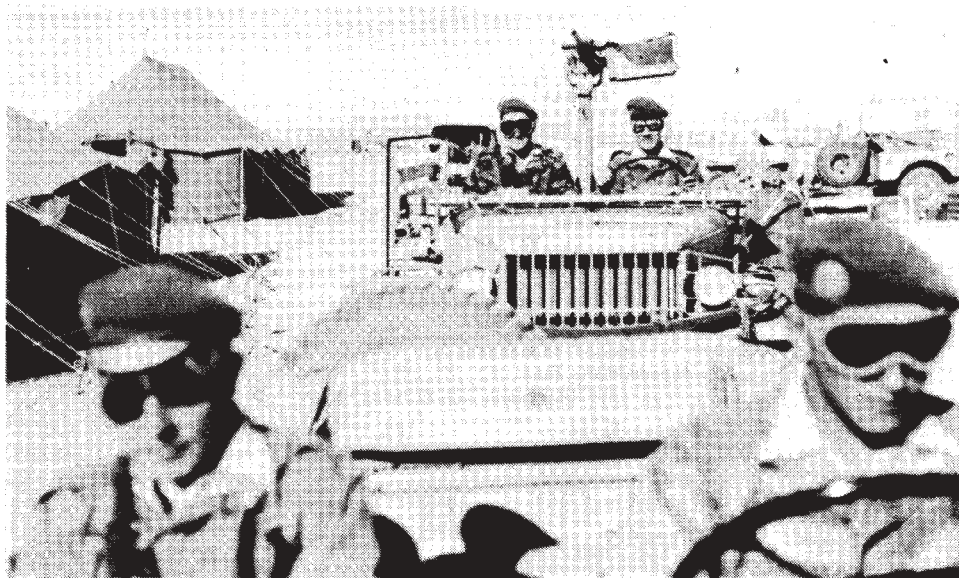
Le ministre des affaires étrangères se drape dans sa dignité lorsqu'on lui parle de « dispositif militaire » français dans la région. Peut-être le mot le fait-il frémir, mais on peut admirer sa diligence à réaliser la chose. Dans la mise en place de l'unité militaire française à Nouadhibou plusieurs indices laissent penser que par delà la sécurité de la Mauritanie, le gouvernement français se préoccupe du maintien et de la pérennité de la présence française dans la région, qu'il entend la garantir par un ensemble militaire dont l'utilisation semble sérieusement envisagée et qui comprend les troupes stationnées à Dakar et d'autres stationnées en France.

Armements anti-guérilla, instructions données aux troupes, tout paraît indiquer que l'unité envoyée à Nouadhibou prévoit d'avoir à affronter le Front POLISARIO. Comment se fait-il qu'une telle hypothèse soit envisagée quand la paix a été signée entre la Mauritanie et le Front POLISARIO ? De quels éléments le gouvernement dispose-t-il pour l'envisager ? Ou bien serait-ce que lui-même envisage que cet accord doit être remis en cause ? S'agit-il encore de la sécurité de la Mauritanie ou s'agit-il de la défense, selon une certaine conception, des intérêts français dans la région.

Cet ensemble de questions fait peser une incertitude sur le sort de la Mauritanie car l'intérêt du gouvernement français à garantir sa sécurité pourrait n'être que conjoncturelle, incertitude d'autant plus grande que l'accord entre Paris et Nouakchott est loin de sembler complet. Nous avons vu au début de l'année 79 le gouvernement participer activement, bien qu'officieusement, à une déstabilisation du pays destinée à empêcher la conclusion de l'accord de paix entre le POLISARIO et le gouvernement mauritanien.

Le gouvernement n'a guère caché sa répugnance à l'égard de cet accord. Le 29 août, le Conseil des ministres a réussi le tour de force de prendre « acte des déclarations des dirigeants mauritaniens affirmant leur neutralité dans l'affaire saharienne » sans souffler mot de l'accord de paix. Autant dire qu'il le désapprouvait, comme il n'appréciait guère la neutralité mauritanienne qu'il ne soutenait pas, mais dont il prenait acte.

Ainsi, sur le fond, une divergence d'appréciation essentielle paraît exister entre le gouvernement mauritanien et le gouvernement français à propos du conflit saharien. Non seulement la présence des troupes françaises qui pour-



*Une unité militaire française en Mauritanie en 1959. Vingt ans après, quel rôle Giscard veut-il faire jouer aux militaires français envoyés à Nouadhibou ?*

rait éventuellement et conjonctuellement garantir la sécurité de Nouadhibou, fait peser un risque important de pression sur le gouvernement mauritanien, mais elle constitue une menace

contre la dynamique de paix instaurée dans la région, pour autant du moins que l'attitude politique du gouvernement français n'aura pas été éclaircie dans un sens favorable à la paix.

### Y a-t-il coordination avec Washington ?

L'inquiétude suscitée par la décision française d'envoyer une unité militaire à Nouadhibou est encore renforcée par la coïncidence fortuite qui a voulu qu'elle intervienne le jour même où le président américain décidait de répondre favorablement aux demandes d'armes formulées par le Maroc.

La décision américaine est apparue comme un véritable défi lancé à l'O.N.U. et à l'O.U.A. qui soutiennent le processus de paix engagé par l'accord mauritano-sahraoui. Or l'attitude du gouvernement français à cet égard n'est guère éloignée de celle des U.S.A. L'installation d'une unité à Nouadhibou la placerait dans une position privilégiée à proximité du champ de bataille si la situation venait à s'aggraver du fait des initiatives américaines et des réactions qu'elles pourraient susciter. Il est inquiétant que la mesure prise par le gouvernement français coïncide avec une décision américaine dangereuse pour la paix. Il est inquiétant de voir la politique française engagée dans un processus dangereux pour la région, et qui, s'il se poursuivait, pourrait menacer rapidement l'Europe.

La source de ces inquiétudes est aisément repérable. Il s'agit :

1) du flou entretenu sur la nature

de la mission de la troupe envoyée à Nouadhibou,

2) de la contradiction apparente entre les protestations pacifiques du ministre des affaires étrangères et le silence hostile du gouvernement Giscard à l'égard du processus de paix,

3) de la coïncidence entre les décisions du gouvernement français et le renforcement significatif du soutien apporté par les U.S.A. à la politique expansionniste du Maroc.

Il serait souhaitable que, sans ambiguïté, le gouvernement éclaircisse ces points obscurs. Faute de réponse claire, chacun devra répondre à cette autre question : Le gouvernement n'est-il pas sur le point de prendre la responsabilité d'une recrudescence de la guerre dans le nord-ouest africain ? Et chacun, d'agir en conséquence.

Grégoire CARRAT

### Dernière minute

Le gouvernement mauritanien vient de saisir le Conseil de sécurité de l'O.N.U. du refus de Rabat de retirer plus de 1 000 soldats marocains qui continuent à stationner à Bir Moghreïn en Mauritanie.

# NOUVELLES DE L'ASSOCIATION

## ACTIVITÉS

- Le Comité des Hauts de Seine de l'Association a tenu une réunion publique le 14 novembre à la Bourse du travail de Levallois. Il a également envoyé une lettre à l'Ambassade des U.S.A. pour protester contre les livraisons d'armes.
- Le Comité de Nantes a tenu un stand à la fête départementale du Parti communiste qui s'est déroulée les 17 et 18 novembre.
- Une rencontre a eu lieu, le 19 novembre, entre une délégation du Parti socialiste unifié, composée de Huguette Bouchardeau — secrétaire nationale — et Victor Leduc — membre du Bureau Politique, et une délégation de l'Association composée de Thomas Jallaud et Denis Pryen. La discussion a permis de se pencher sur la situation au Sahara occidental et sur la politique du gouvernement français. Il a été décidé de renforcer la coopération entre le P.S.U. et l'Association.

Suite à une demande qu'elle avait effectuée, l'Association a rencontré M. Chandernagor, pour le groupe parlementaire socialiste, et M. Mondargent, pour le groupe communiste, chacun d'entre eux étant député. Nous avons pu faire part de nos inquiétudes quant au développement de la coopération militaire entre la France et le Maroc.

A la veille de la réunion du Comité Ad Hoc de l'O.U.A., l'association a envoyé une lettre au Président de l'organisation africaine, M. Tolbert, afin de lui faire part des préoccupations de l'opinion française devant la situation au Sahara.

Le Comité de Marseille organise un week-end régional fin janvier. Pour y participer, nous écrire.

## NOUVEAUX COMITÉS

De nouveaux comités sont en train de se constituer à :  
Le Havre, Nancy et Vannes.  
Nous écrire pour tout renseignement.

Une exposition sur la lutte du peuple sahraoui a été réalisée par l'association.

Pourquoi ne pas la faire connaître autour de vous ?

Pour tout renseignement, nous écrire.

## RÉUNION NATIONALE DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA R.A.S.D.

Les 10 et 11 novembre 1979 à Melun

En organisant ce week-end, l'Association a poursuivi deux objectifs :  
— la formation des adhérents ;  
— avancer dans la structuration des comités.

Pour tenter d'atteindre ces objectifs, une place importante a été réservée à des exposés introductifs relatifs à :

— la colonisation franco-espagnole et la place du peuple sahraoui dans la résistance des peuples du nord-ouest africain, présenté par Constant Hamès ;

— les enjeux régionaux et internationaux du conflit, par Thomas Jallaud ;

— les organisations internationales, et les évolutions diplomatiques et juridiques du conflit, par Michel Robert ;

— ce qui caractérise la lutte du peuple sahraoui comme une lutte de libération nationale, par Grégoire Carrat.

Si la place prise par ces exposés fut un peu longue, cela a toutefois permis de donner aux membres présents une masse importante d'informations sur la lutte du Front POLISARIO et du peuple sahraoui.

Nourris de cette importante matière, les participants ont eu un

débat politique fort sérieux sur des questions comme l'appréciation portée sur les récentes décisions américaines et la résistance possible du Front POLISARIO dans le cadre d'une guerre sophistiquée, l'augmentation des techniciens français au Maroc et de nos tâches d'information à l'égard de l'opinion publique en France etc.

Le second temps fort du débat fut préparé par une réflexion faite dans cinq commissions, pour permettre à un plus grand nombre de personnes de se saisir de toutes les tâches nécessaires au soutien à la lutte. En assemblée générale cette réflexion a permis de poursuivre et d'approfondir la discussion avec les représentants du Front Polisario.

Voici quelques unes des questions débattues :

— Quelle est l'organisation politique et administrative actuelle, dans la phase de lutte de libération ?

— Quelles références idéologiques animent la lutte (Islam, nationalisme, marxisme...)

— En quoi les femmes ont un rôle important dans la lutte, quel est leur statut, leur place dans l'organisation ?

Ce ne fut pas un débat questions-

réponses, les adhérents présents ont aussi fait le point sur le rôle du gouvernement français, des organisations humanitaires, telles que le C.I.C.R. et le H.C.R. et les tâches immédiates de l'association.

La conclusion de ce bref résumé est un engagement pour un renforcement de notre soutien :

1) Prendre toute initiative utile pour le développement des groupes locaux.

2) Avec le concours des comités et adhérents locaux, organiser des rencontres régionales de formation et de structuration de l'Association.

3) Améliorer nos liaisons nationales : réponses au courrier, envois de matériel...

Alain Desjardins

Un dossier détaillé de ce week-end a été réalisé et est à la disposition des membres pour la somme de 15 francs (port compris). Commandez-le !



# SOLIDARITÉ

## Grand Meeting du Parti communiste

Le 15 novembre, à la Mutualité, s'est déroulé un grand meeting organisé par le P.C.F. et présidé par Georges Marchais. Cette solidarité avec le peuple sahraoui s'est exprimée en commun avec les P.C. italien et espagnol. Il est prévu que des meetings analogues aient lieu à Madrid et Rome. Au cours de ce meeting sont successivement intervenus Georges Marchais, Giancarlo Pajetta (message) pour le P.C. italien, Ignacio Gallego pour le P.C. espagnol et Malainine Ould Saddek pour le Front Polisario. Un message que notre Association a pu faire parvenir aux organisateurs du meeting a été lu par Georges Marchais.

### Intervention de Georges Marchais (extraits)

*Chacun le comprend : le meeting de ce soir constitue un grand, un important acte de solidarité. Solidarité avec le peuple sahraoui. Solidarité avec le Front Polisario, représentant indiscutable de ses aspirations nationales et démocratiques...*

*Je veux seulement lancer un appel au plus large développement de la solidarité indispensable avec le peuple sahraoui, avec le Front Polisario.*

*Il s'agit de la liberté et du bonheur d'un peuple.*

*Il s'agit de mettre fin à une situation dangereuse qui peut déboucher sur une extension du conflit.*

*Nul doute que les travailleurs, les démocrates et, tout particulièrement, la jeunesse de France, répondent présents !*

*Vive la solidarité internationaliste !*

*Vive le peuple sahraoui !*

*Vive le Front Polisario !*

### Intervention du Front Polisario (extraits)

*Amis du peuple sahraoui, permettez-moi, au nom de la délégation du Front Polisario, invité à ce meeting, d'affirmer les fraternels remerciements du peuple de la République arabe sahraouie démocrati-*

*que, aux Partis communistes de France, d'Espagne et d'Italie, pour les diverses initiatives communes qu'ils ont prises pour mener une solidarité active avec la lutte de notre peuple...*

*Notre peuple organisé et uni au sein du Front Polisario a rendu la vie dure aux forces colonialistes espagnoles qui furent obligées de se retirer de notre patrie et de passer le relais de leur occupation aux forces maroco-mauritaniennes.*

*Depuis le 31 octobre 1975, date de l'invasion militaire maroco-mauritanienne, plus de quatre années de résistance héroïque, notre peuple ne cesse de démontrer, malgré la guerre d'extermination à laquelle il fait face quotidiennement, sa capacité non seulement de défendre sa patrie et son existence, mais également de mettre sur pied dans les zones que son armée de libération populaire a libérées, les structures de son État, la République arabe sahraouie démocratique qu'il a proclamée le 27 février 1976, et les institutions sociales, économiques, politiques et militaires que notre peuple s'est créées souverainement pour défendre sa survie et imposer le respect de l'indépendance et de la souveraineté de son jeune État, reconnu à ce jour par 34 pays dans le monde...*

*La décision américaine est d'autant plus grave qu'elle menace la paix et la stabilité dans cette région, à laquelle l'Europe et les pays méditerranéens sont sensibles, et vise à l'internationalisation du problème de décolonisation du Sahara occidental...*

*Le peuple sahraoui réaffirme sa détermination à continuer avec plus d'abnégation son combat de libération nationale*

*jusqu'au parachèvement de l'indépendance totale de la République arabe sahraouie démocratique...*

*Vive l'amitié et la solidarité entre les peuples ; la lutte continue pour imposer l'indépendance nationale et la paix...*

### Protestation du M.D.P.L.

*Monsieur le Président de la république,*

*Notre organisation est très inquiète devant l'évolution des événements au Sahara occidental et le vote de la France dans cette affaire.*

*Nous savons que le Maroc et les États-Unis sont les fournisseurs d'armes du roi du Maroc.*

*Ce dernier, au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, utilise ces armes contre les Sahraouis qui luttent légitimement pour leur indépendance.*

*L'envoi des militaires français à Nouadhibou nous paraît particulièrement dangereux. Ceci nous rappelle la participation il y a deux ans de moyens militaires français à partir des bases mauritaniennes et sénégalaises.*

*Nous vous demandons instamment d'opter pour une politique de neutralité effective dans ce conflit.*

*Respectueuses salutations*

*Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté — B.P. 190 — 17006 La Rochelle.*

## COMMUNIQUÉ COMMUN

### Front Polisario — Parti Socialiste Unifié

Une délégation du Front Polisario conduite par MALAININ OULD SADDEK membre du bureau politique et responsable adjoint des relations extérieures du Front Polisario, a été reçue au siège du P.S.U. par une délégation du P.S.U. conduite par Victor LEDUC, membre du bureau politique.

La délégation du Front Polisario a informé le P.S.U. de la situation actuelle au Sahara occidental et des succès remportés tant au plan militaire que des relations internationales.

Le P.S.U. se félicite de la dernière résolution des Nations Unies sur le Sahara occidental consacrant le Front Polisario comme le représentant légitime du peuple Sahraoui et demandant au Maroc de cesser l'occupation du Sahara Occidental.

Le P.S.U. condamne le soutien militaire de l'impérialisme américain à la politique colonialiste du gouverne-

ment marocain. Il condamne également le soutien qu'apporte à l'expansionnisme marocain le gouvernement français.

La délégation du P.S.U. assure la délégation du Polisario de son soutien total à la lutte du Peuple sahraoui pour son indépendance et pour l'exercice de sa souveraineté sur l'intégralité du territoire de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

Le P.S.U. intensifiera son action pour la reconnaissance du Front Polisario par le gouvernement français et pour le retrait des troupes marocaines du Sahara occidental.

Il se félicite de l'accord de paix signé entre le Front Polisario et la Mauritanie et demande au Maroc d'ouvrir des négociations directes de paix avec le Front Polisario.

*Vendredi 16 novembre 1979*

# VICTOIRE DU FRONT POLISARIO A L'O.N.U. !

## Le gouvernement français au nom de la « neutralité », s'abstient lors du vote

L'Assemblée générale des Nations Unies a entériné le 25 novembre la résolution déjà adoptée le 2 novembre par sa commission de décolonisation et enjoignant au Maroc de se retirer du territoire sahraoui qu'il occupe.

Ce texte enjoint également au Maroc de suivre l'exemple de la Mauritanie et de se joindre au processus de paix qui, selon la résolution, a reçu une contribution importante du fait de l'accord conclu entre la Mauritanie et le Front Polisario.

On remarquera dans les votes reproduits à la page ci-contre, que la France, au même titre que les autres pays de la C.E.E., s'est abstenue.

Le vote de l'Assemblée générale a été de 88 voix pour et 6 contre.

### Résolution de l'O.N.U. sur le Sahara occidental

L'Assemblée générale, ayant examiné de manière approfondie la question du Sahara occidental, rappelant le droit inaliénable de tous les peuples à l'autodétermination et à l'indépendance conformément aux principes contenus dans la Charte des Nations Unies et dans sa résolution 1514 (15) du 14 décembre 1960 portant la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

- Ayant examiné le chapitre pertinent du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.
- Ayant entendu les déclarations relatives à la question du Sahara occidental, y compris celles du représentant du Frente Popular para la Liberacion de Saguia El Hamra et de Rio de Oro (Frente POLISARIO).
- Ayant à l'esprit la profonde préoccupation de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation de l'Unité africaine, et des Pays non alignés, en ce qui concerne la décolonisation du Sahara occidental et le droit à l'autodétermination du peuple de ce territoire ;
- Rappelant sa résolution 3327 du 1<sup>er</sup> novembre 1978, relative à la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'Unité africaine ; prenant acte de la décision de la Conférence des chefs d'État et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité africaine à sa 16<sup>e</sup> Session ordinaire, tenue à Monrovia du 17 au 20 juillet 1979, par laquelle cette conférence a adopté les recommandations du Comité Ad hoc de l'Organisation de l'Unité africaine relatives à la question du Sahara occidental.
- Prenant acte également de l'Accord de paix conclu entre la République Islamique de Mauritanie et le Frente Popular para la Liberacion de Saguia El Hamra y de Rio de Oro (Frente POLISARIO) en date du 5 août 1979 et de la décision de la Mauritanie de retirer ses forces du Sahara occidental.
- Consciente de la vive préoccupation de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation de l'Unité africaine et des Pays non alignés devant l'aggravation de la situation qui prévaut au Sahara occidental, du fait de la persistance et de l'extension de l'occupation de ce territoire.
- Rappelant les paragraphes relatifs à la question du Sahara occidental contenus dans la déclaration politique adoptée par la 6<sup>e</sup> conférence des chefs d'État et de Gouvernement des pays non alignés, tenue à La Havane du 3 au 9 septembre 1979.

1) Réaffirme le droit inaliénable du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Charte de l'Organisation des Nations Unies, à celle de l'Organisation de l'Unité africaine, et aux objectifs de la résolution 1514 (15) de l'Assemblée générale, ainsi que la légitimité de la lutte qu'il mène pour obtenir la jouissance de ce

droit comme le prévoient les résolutions pertinentes des Nations Unies et de l'Organisation de l'Unité africaine.

2) Prend acte avec satisfaction de la décision adoptée par la Conférence des chefs d'État et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité africaine à sa 16<sup>e</sup> Session ordinaire, tenue à Monrovia sur la question du Sahara occidental.

3) Prend également acte avec satisfaction de la déclaration pertinente de la 6<sup>e</sup> Conférence des chefs d'État et de Gouvernement des Pays non alignés relative à la question du Sahara occidental.

4) Se félicite de l'accord de paix conclu entre la Mauritanie et le Frente Popular para la Liberacion de Saguia El Hamra Y Rio de Oro et considère que cet accord constitue une importante contribution à la dynamique de paix en vue d'un règlement définitif, juste et durable de la question du Sahara occidental.

5) Déploire vivement l'aggravation de la situation découlant de la persistance de l'occupation du Sahara occidental par le Maroc, et de l'extension de cette occupation aux territoires récemment évacués par la Mauritanie.

6) Demande instamment au Maroc de s'engager lui aussi dans la dynamique de la paix et de mettre fin à l'occupation du territoire du Sahara occidental.

7) Recommande à cet effet que le Frente Popular para la Liberacion de Saguia El Hamra y Rio de Oro, représentant du peuple du Sahara occidental, participe pleinement à toute recherche d'une solution politique juste, durable et définitive de la question du Sahara occidental, conformément aux résolutions et déclarations de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation de l'Unité africaine et des Pays non alignés.

8) Prie le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la décolonisation sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, de contribuer à examiner la situation dans le Sahara occidental en tant que question prioritaire et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa 35<sup>e</sup> Session.

9) Prie le secrétaire général de l'Organisation de l'Unité africaine de tenir le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informé des progrès accomplis au sujet de l'application des décisions de l'Organisation de l'Unité africaine relatives au Sahara occidental.

10) Invite le secrétaire général à suivre de près la situation au Sahara occidental, et à présenter à l'Assemblée générale, à sa 35<sup>e</sup> Session, un rapport sur la question du Sahara occidental.



# LES VOTES A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'O.N.U.

## Pour la résolution

Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Bénin, Bangladesh, Botswana, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burundi, Biélorussie, Cap Vert, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen du Sud, Equateur, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Finlande, R.D.A., Gambie, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Iran, Jamaïque, Kenya, Laos, Lesotho, Liberia, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Malte.

Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigeria, Pakistan, Panama, Papouasie Nouvelle Guinée, Pérou, Pologne, Rwanda, Sainte Lucie, Samoa occidentale, Sao Tomé et Príncipe, Seychelles, Singapour, Sierra Leone, Sri Lanka, Soudan, Surinam, Swaziland, Suède, Syrie, Togo, Trinidad et Tobago, Ouganda, Ukraine, U.R.S.S., Tanzanie, Haute-Volta, Vénézuéla, Viêt-nam, Yougoslavie, Zambie.

## Contre la résolution

Maroc, Guinée équatoriale, République Centrafricaine, Arabie Séoudite, Gabon, Guatémala.

## Abstentions

Bahrein, Belgique, Burma, Canada, Tchad, Chili, Colombie, Danemark, Egypte, France, Islande, R.F.A., Indonésie, Irlande, Italie, Côte-d'Ivoire, Japon, Jordanie, Liban, Luxembourg, Malaisie, Hollande, Nouvelle Zélande, Norvège, Paraguay, Philippines, Portugal, Qatar, Espagne, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Emirats Arabes unis, Grande-Bretagne, Cameroun, U.S.A., Uruguay, Yémen du Nord, Zaïre.

## Absents

St.-Domingue, République Dominicaine, Irak, Guinée, Koweït, Comores, Roumanie, Djibouti, Maldives, Cambodge, Chine, Sénégal, Somalie.

## MATÉRIEL DIFFUSÉ PAR L'ASSOCIATION

### SAHARA INFO :

à ce jour, 40 numéros sont parus  
l'abonnement pour un an 45,00 F

### SAHARA LIBRE :

Journal de l'intérieur. A ce jour, 94 numéros  
sont parus en français, espagnol et arabe. Le  
numéro 2,00 F

### MANIFESTE POLITIQUE :

Du 4<sup>e</sup> congrès du Front Polisario 4,00 F

### MEMORANDUM :

relatif à la proclamation de la R.A.S.D. 3,00 F

### DOCUMENT :

Les manœuvres contre le Front Polisario (24  
pages) 5,00 F

### UN PEUPLE ACCUSE :

L'exode des Sahraouis en 1975 et 1976 12,00 F

30 PHOTOS en noir et blanc (format 24 × 30) :  
l'une 15,00 F

12 PHOTOS en couleur

(format 24 × 30) : l'une 15,00 F

(format 30 × 40) : l'une 25,00 F

POSTER « El Ouali Mustapha Sayed » 10,00 F

AFFICHE DE LA R.A.S.D. 3,00 F

POSTER à la mémoire des martyrs (en arabe) 6,00 F

AFFICHE « Peuple sahraoui, une lutte de libé-  
ration » 2,00 F

AFFICHE contre le tourisme au Maroc 1,50 F

CASSETTE de musique sahraouie 20,00 F

SÉRIE de 8 cartes postales « réfugiés sahraouis » 10,00 F

SÉRIE de 5 dessins d'enfants

1) motifs artisanaux 10,00 F

2) vie quotidienne 10,00 F

3) jeu contes couleurs 15,00 F

### LIVRES :

« Front Polisario, l'âme d'un peuple », par  
Ahmed Baba Miske (Éditions Rupture. Prix :  
35 F + 7,20 F de port)

« Sahara occidental, un peuple et ses droits »,  
colloque de Massy des 1<sup>er</sup> et 2 avril 1978  
(Éditions l'Harmattan. Prix 40 F + 5 F de  
port)

« Sahara occidental, un enjeu pour le nord-  
ouest africain », par Elsa Assidon (Éditions  
Maspero. Prix : 35 F + 5 F de port)

« Les enfants du Polisario » par Djamila Oli-  
vesi (Éditions des Femmes. Prix 60 F +  
7,20 F de port)

« Le droit à l'autodétermination du Sahara  
occidental » par Manfred Hinz (Éditions  
P.D.W. Prix 33 F + 5 F de port)

« Sahara occidental, la lutte d'un peuple »  
par Rencontre et développement (Prix 12 F  
+ 5 F de port)

### NOUVEAU

— Enveloppes avec la photo de l'accord de  
paix mauritano-sahraoui et un slogan, les 30 10,00 F

Cartes postales avec la même photo, les 5 5,00 F

— Affiche avec l'accord de paix : l'une 1,00 F

Passez vos commandes à l'Association « les Amis de la R.A.S.D. » — BP 236 — 75264 PARIS CEDEX 06

# LE MOIS AU SAHARA

par Edouard Roland

5 octobre 1979 : Attaque du Front POLISARIO contre la base de Zaak, au sud du Maroc.

5-6 octobre : Importante attaque du Front POLISARIO contre Smara.

10 octobre : — attaque du F.P. contre la garnison de Touigui (sud du Maroc).

— Le Lesotho reconnaît la R.A.S.D.

— Une proposition du P.C. espagnol (soutenue par les socialistes) en faveur d'une reconnaissance officielle par l'Espagne du F.P. comme représentant du peuple du Sahara occidental est repoussée aux Cortès par 136 voix contre 121 et 9 absentes.

— Entretien, à Bamako, entre le n° 2 malien, le colonel Baba Diarra, et le ministre sahraoui de la Communication et de l'Énergie.

14 octobre : Attaque et contrôle de Mahbès par le F.P. qui affirme que « la libération de Mahbès est une nouvelle preuve de la nécessité de trouver une juste solution politique par le biais de négociations entre les gouvernements de la R.A.S.D. et du Maroc, sous les auspices et la garantie de l'O.U.A. et de l'O.N.U. ».

16 octobre : Le « New-York Times » insiste, dans un éditorial, pour que les États-Unis n'aident pas le Maroc à poursuivre la guerre au Sahara occidental.

20 octobre : Une délégation de la Fédération des Républicains de Progrès (gaullistes de gauche) se rend au Sahara occidental et « demande instamment l'application du principe d'autodétermination au Sahara occidental ».

22 octobre : Les États-Unis décident de renforcer leur assistance militaire au Maroc (livraison d'hélicoptères de combat « Cobra » et d'avions d'observation « OV 10 » notamment).

23 octobre : Le 1<sup>er</sup> ministre sahraoui affirme que la décision du président Carter d'intensifier l'aide militaire américaine au Maroc « est un coup porté à la dynamique de paix » créée dans la région par l'accord entre le F.P. et la Mauritanie.

— Annonce du prochain envoi à Nouadhibou d'une compagnie militaire française (environ 150 hommes) à la demande du gouvernement mauritanien.

— Dans une interview à « Antenne 2 », Hassan II déclare que la solution au conflit du Sahara occidental ne viendra pas d'une conférence internationale.

24 octobre : Andrew Young, ancien ambassadeur des États-Unis à l'O.N.U., critique la décision américaine de vendre des armes au Maroc et se déclare en faveur d'un effort diplomatique des États-Unis dans la région.

25 octobre : Le F.P. annonce que diverses opérations ont été menées contre des garnisons marocaines au Sahara occidental : Guelta-Zemmour, Bir Enzaran et Megsem El Fernane.

30 octobre : Entretien, à Rabat, entre Hassan II et Warren Christopher, secrétaire d'État adjoint américain.

31 octobre : Entretien, à Alger, entre le président syrien Hafez El Assad et les dirigeants du F.P.

1<sup>er</sup> novembre : Le secrétaire général du F.P. reçoit, à Alger, une délégation commune des P.C. français, italien et espagnol.

1<sup>er</sup> et 2 novembre : Plusieurs rencontres à Alger : William Tolbert, président en exercice de l'O.U.A., s'entretient avec le président Chadli ; le colonel Khadafi ; Yasser Arafat, le secrétaire général du F.P. ; le conseiller de Carter, Brzezinski. Ce dernier rencontre le président Chadli.

2 novembre : La commission de décolonisation de l'Assemblée générale des Nations Unies adopte, par 83 voix pour et 5 voix contre (Maroc, Gabon, Zaïre, Arabie Saoudite et Guatemala), une résolution qui « demande instamment » au Maroc de s'engager dans la « dynamique de la paix » et de mettre fin « à l'occupation du territoire du Sahara occidental ». La commission « recommande » que le F.P. « représentant du peuple du Sahara occidental » participe pleinement à « toute recherche

d'une solution politique juste, durable et définitive de la question du S.O., conformément aux résolutions et déclarations de l'O.N.U., de l'O.U.A. et des pays non alignés ».

43 pays se sont abstenus (parmi eux l'Espagne, les États-Unis et la France).

3 novembre : — Rencontre, à Rabat, entre Hassan II et William Tolbert, président en exercice de l'O.U.A.

— Le président nigérien Seyni Kountché reçoit, à Niamey, le ministre sahraoui de la santé.

5 novembre : — Attaques du F.P. contre deux stations du tapis convoyeur de phosphates de Bou-Craa et contre la garnison de N'Gueb, dans la région de l'oued Draa.

— 10 000 militaires marocains participent, sous le commandement direct du colonel-major Ahmed Dlimi, à une « opération de ratissage » au Sahara occidental, dans le triangle Smara-Haouza-Farsya.

6 novembre : Un responsable sahraoui déclare, à Alger que le F.P. souhaite que la prochaine réunion du « Comité des Sages » de l'O.U.A. (qui doit se tenir à la fin du mois à Monrovia) soit pour le Maroc l'occasion d'engager des négociations avec le POLISARIO.

8 novembre : — Entretien au Mali entre le 1<sup>er</sup> ministre de la R.A.S.D. et le président Moussa Traoré. Ce dernier réaffirme que le Mali « mettra tout en œuvre pour aider le peuple sahraoui qui se bat pour son indépendance ».

— Le groupe communiste de l'Assemblée Nationale française demande la reconnaissance du Front Polisario.

8 et 9 novembre : Une délégation du Front Polisario, dirigée par M. Ould Solek, ministre de l'information et membre du Bureau politique, rencontre successivement les Partis communiste et socialiste, les sénateurs et députés communiste et socialiste et la fédération des Républicains de Progrès.

## Soutenez notre effort

ADHÉSION A L'ASSOCIATION  
PLUS ABONNEMENT = 70 F

Je soussigné :

Nom et prénom ..... Profession.....

Adresse.....

adhère à l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

Je verse — la cotisation annuelle de 70 F (abonnement à Sahara Info compris). Etudiants, chômeurs : 40 F

— la cotisation de soutien ..... francs.

en C.C.P. ou chèque bancaire à l'ordre de l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

B.P. 236 — 75264 Paris Cedex 06 — C.C.P. 19 303 94 K Paris

## SOLIDARITÉ

Les 10 et 11 novembre derniers, s'est tenu à Bruxelles un très important tribunal des peuples organisé par la Fondation Internationale Lelio Basso pour le droit et la libération des peuples, consacré au Sahara occidental.

Nous en donnerons un compte rendu dans notre prochain numéro.